

Date de dépôt : 4 novembre 2020

Rapport du Conseil d'Etat

au Grand Conseil sur la motion de MM. Romain de Sainte Marie, Georges Vuillod, Jacques Béné, Boris Calame, Thierry Cerutti, Jean-Marc Guinchard, Thomas Wenger, Rogers Deneys, Serge Hiltbold, Patrick Lussi, André Pfeffer, Sandro Pistis pour une étude détaillée du chômage à Genève

Mesdames et
Messieurs les députés,

En date du 7 novembre 2019, le Grand Conseil a renvoyé au Conseil d'Etat une motion qui a la teneur suivante :

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève considérant :

- *que la problématique du chômage à Genève est une préoccupation pour l'ensemble des partis représentés au Grand Conseil;*
- *qu'il existe un certain nombre de statistiques relatives à cette problématique qui ne permettent cependant pas d'avoir une vision complète de la situation;*
- *qu'une connaissance la plus détaillée possible des profils des demandeurs d'emploi permettra le développement de politiques publiques touchant à l'orientation et à la réinsertion professionnelle,*

invite le Conseil d'Etat

à réaliser une étude détaillée du profil des personnes en recherche d'emploi, par secteur et par formation, ainsi que des besoins des employeurs par activité et par branche.

RÉPONSE DU CONSEIL D'ÉTAT

Préambule

Pour mémoire, en date du 2 juin 2016, le Grand Conseil a renvoyé au Conseil d'Etat la motion 2332.

Dans ce cadre, le Conseil d'Etat avait répondu dans son rapport du 21 décembre 2016 que de concevoir une telle étude à l'échelon cantonal nécessitait des moyens tels qu'il s'agissait de concevoir celle-ci plutôt à l'échelon national.

En date du 7 novembre 2019, le Grand Conseil renvoyait à nouveau cette motion au Conseil d'Etat en l'invitant à trouver malgré tout des solutions quant à une meilleure perception de la situation du chômage dans notre canton.

Contexte

Entre-temps, la pandémie de COVID-19 a eu une incidence manifeste sur la situation de l'emploi en mettant une pression particulière sur les entreprises, qui ont toutes été touchées par des pertes significatives de chiffres d'affaires et de rentabilité.

Afin d'éviter des licenciements, la Confédération est intervenue massivement par le biais des RHT, en indemnisant les entreprises à hauteur de 80% du salaire de leurs employés depuis le 16 mars 2020. Aussi, et au 31 août 2020, rien que pour notre canton, ce sont plus de 700 millions de francs d'indemnités qui ont été versés par la caisse cantonale de chômage pour l'équivalent de plus de 12 000 entreprises et 160 000 collaborateurs.

Cette période de RHT est à considérer comme une « perfusion » injectée à notre économie par les moyens publics (assurance-chômage), afin d'éviter un afflux de faillites ou/et de licenciements collectifs dans les quelque 40 000 entreprises du canton.

Le niveau d'incertitude quant à la durée de la pandémie et à une reprise économique est tel qu'il est difficile de faire des prévisions en matière de perte d'emplois sur les 18 prochains mois si d'aventure la Confédération devait mettre un terme à l'indemnisation du chômage partiel ou temporaire avec le dispositif des RHT.

Indicateurs et tableaux de bords actuels utilisés par le Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat rappelle que la surveillance du marché de l'emploi et de l'évolution du nombre de demandeurs d'emploi par secteur d'activité économique est une mission essentielle, régaliennne et quotidienne du département chargé de l'emploi, et pour lui de l'office cantonal de l'emploi (OCE). C'est ainsi que cet office produit et affine en permanence les statistiques inhérentes au marché de l'emploi en les restituant sous forme de tableaux de bord synthétiques mensuels.

Ces tableaux de bord sont principalement constitués d'informations relatives à :

OCE (données internes)

Mensuel

- Tableau : suivi longitudinal des indicateurs du marché de l'emploi (*annexe 1*)
- Tableau : structure de la population des demandeurs d'emploi (*annexe 2*)

Trimestriel

- Tableau : point de situation sur les demandes de préavis RHT et les licenciements collectifs (*annexe 3*)

Office cantonal de la statistique (OCSTAT) (données publiques)

Tableaux mensuels

- T 03.03.1.01 Taux de chômage dans le canton de Genève et en Suisse, depuis 1975
- T 03.03.1.02 Indicateurs du marché du travail, depuis 2004
- T 03.03.1.03 Chômeurs inscrits selon les principaux caractères socio-démographiques, depuis 2004
- T 03.03.1.04 Chômeurs inscrits selon l'activité économique du dernier employeur, depuis 2004
- T 03.03.1.05 Chômeurs inscrits selon le groupe de professions exercées ou la situation professionnelle, depuis 2004
- T 03.03.1.06 Chômeurs inscrits, selon le temps de travail recherché, depuis 1975
- T 03.03.1.07 Demandeurs d'emploi inscrits, depuis 1989
- T 03.03.1.09 Réduction d'horaire de travail : travailleurs concernés selon l'activité économique de l'entreprise, depuis 2019

- T 03.03.2.01 Chômeurs et demandeurs d'emploi inscrits, par commune de résidence, depuis janvier 2016
- T 03.03.2.02 Chômeurs inscrits par commune de résidence, depuis 2004
- T 03.03.2.03 Demandeurs d'emploi inscrits par commune de résidence, depuis 2004

Tableaux annuels

- T 03.03.3.01 Effectifs des demandeurs d'emploi et des chômeurs inscrits, flux de chômeurs et taux de chômage, depuis 1975
- T 03.03.3.02 Chômeurs inscrits selon les principaux caractères socio-démographiques, depuis 1990
- T 03.03.3.03 Chômeurs inscrits selon l'activité économique du dernier employeur, depuis 2004
- T 03.03.3.04 Chômeurs inscrits selon le groupe de professions exercées ou la situation professionnelle, depuis 2004
- T 03.03.3.05 Réductions de l'horaire de travail, depuis 2005
- T 03.03.4.01 Chômeurs inscrits par commune de résidence, depuis 1990
- T 03.03.4.02 Demandeurs d'emploi inscrits par commune de résidence, depuis 2004
- T 03.03.4.04 Demandeurs d'emploi et chômeurs inscrits selon les principaux caractères socio-démographiques, par commune ou groupe de communes, depuis 2004
- T 03.03.5.01 Chômeurs inscrits par sous-secteur statistique, depuis 2014
- T 03.03.7.01 Taux de chômage au sens du BIT, depuis 2010

A cet effet, le Conseil d'Etat transmet, en annexe et à titre d'exemples, les tableaux de bord réguliers mis à sa disposition et à celle du conseil de surveillance du marché de l'emploi (CSME).

Mesures prises par le Conseil d'Etat

Cela étant, dans ce contexte si particulier de la crise de la COVID-19 et de son impact sur l'économie, le Conseil d'Etat estime qu'il est important d'affiner les différentes données à sa disposition et à celle du Grand Conseil, afin d'anticiper et de prendre des décisions en matière de politique économique et d'emploi dans notre canton. C'est la raison pour laquelle il a décidé de mettre sur pied :

- un reporting mensuel de la situation du chômage à Genève en l'enrichissant de données d'ores et déjà à disposition du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) ou de l'OCSTAT quant aux secteurs particulièrement vulnérables, et dans lesquels on observe une tendance à la suppression de postes/fonctions appelé-e-s à se reconvertir;
- une analyse de données croisées de ce reporting qui permettra de mettre en exergue des points d'attention en vue d'orienter la politique économique et/ou de formation de notre canton, afin de donner toutes les chances possibles :
 - à nos jeunes quant à leurs orientations de formation professionnelle;
 - à nos demandeur-euses d'emploi de trouver des postes de travail correspondant aux besoins de l'économie;
- une esquisse de scénarios prévisionnels du marché de l'emploi sur la base des différents indicateurs de conjoncture économique à disposition.

Enfin, et à la suite de l'introduction du salaire horaire minimum à 23 francs dans notre canton, une évaluation des impacts de ce dispositif sur le marché de l'emploi et la structure des salaires en fonction des qualifications sera effectuée à intervalles réguliers.

Conclusion

En conclusion, plutôt qu'une grande et coûteuse enquête qui ne nous fournirait qu'un instantané du marché du travail, le Conseil d'Etat propose de travailler avec les données et les compétences transversales à disposition au sein de l'Etat – OCSTAT, OCE, office cantonal de la population et des migrations (OCPM), direction générale du développement économique, de la recherche et de l'innovation (DGDERI), service de la recherche en éducation (SRED), etc. –, afin de mettre en exergue et de synthétiser les nombreuses informations à disposition – données statistiques, rapports économiques, observatoire de l'économie régionale, groupe de prospective économique, indicateurs du SECO, indicateurs du SRED, etc. – et de les restituer sous forme d'un tableau de bord régulier et concis sur la situation et les perspectives de l'emploi dans notre canton.

Le Conseil d'Etat s'engage à mettre en œuvre ces nouveaux tableaux de bord enrichis qui contiendront une dimension rétrospective et prospective à intervalles réguliers au cours de l'année 2021.

Au bénéfice de ces explications, le Conseil d'Etat vous invite, Mesdames et Messieurs les Députés, à prendre acte du présent rapport.

AU NOM DU CONSEIL D'ÉTAT

La chancelière :
Michèle RIGHETTI

La présidente :
Anne EMERY-TORRACINTA

Annexes :

- 1) *Tableau : suivi longitudinal des indicateurs du marché de l'emploi*
- 2) *Tableau : structure de la population des demandeurs d'emploi*
- 3) *Tableau : point de situation sur les demandes de préavis RHT et les licenciements collectifs*

	août.20	juil.20	juin.20	mai.20	avr.20	mars.20	févr.20	janv.20	déc.19	nov.19	oct.19	sept.19	août.19
C. Situation du marché de l'emploi													
Faillites													
Entreprises	6	0	2	4	0	0	6	5	1	4	5	2	5
Travailleurs	13	0	11	7	0	0	34	34	1	6	21	6	13
Licenciements collectifs annoncés à l'OCE <i>(selon la date de licenciement effectif)</i>													
Entreprises	7	5	11	12	12	3	7	5	8	9	10	6	3
Personnes licenciées dont résidant dans le canton	120	166	150	152	221	44	333	101	105	148	139	113	61
<i>chiffres révisés périodiquement</i>	36	48	77	85	101	8	171	44	83	107	83	93	52
Réductions d'horaire de travail (RHT)													
Entreprises autorisées	8'873	9'143	14'573	14'891	14'619	11'248	12	7	5	7	7	11	8
Travailleurs autorisés	82'952	84'012	127'667	129'292	128'659	107'093	83	163	151	198	103	119	44
Travailleurs en RHT	-	14'891	41'465	88'768	113'101	89'177	28	17	14	71	70	70	28

Structure de la population des demandeurs d'emploi Août 2020

		Structure administrative																					
		Indemnisés						Non-Indemnisés															
		Demandeurs d'emploi						Chômeurs															
		Mois en cours			Ecart annuel			Mois en cours			Ecart annuel												
		Nb	Part	Absolu	%	Nb	Part	Absolu	%	Nb	Part	Absolu	%	Nb	Part	Absolu	%						
Chômeurs																							
Non-Chômeurs																							
		Structure démographique																					
A. Sexe																							
Femme		9'058	49.8%	275	3.1%	2159	31.3%	6'230	48.3%	159	2.6%	1808	40.9%	1'046	52.2%	101	10.7%	178	20.5%				
Homme		9'144	50.2%	158	1.8%	2173	31.2%	6'665	51.7%	139	2.1%	1785	36.6%	959	47.8%	21	2.2%	106	12.4%				
B. Age																							
15-24 ans		1'172	6.4%	82	7.5%	408	53.4%	932	7.2%	83	9.8%	384	70.1%	354	17.7%	111	45.7%	100	39.4%				
25-49 ans		12'763	70.1%	218	1.7%	3055	31.5%	8'992	69.7%	135	1.5%	2427	37.0%	1'307	65.2%	34	2.7%	138	11.8%				
50 - 64 ans		4'254	23.4%	127	3.1%	864	25.5%	2'960	23.0%	75	2.6%	779	35.7%	344	17.2%	-23	-6.3%	46	15.4%				
C. Origine géographique																							
Suisse		9'257	50.9%	235	2.6%	2172	30.7%	6'606	51.2%	138	2.1%	1751	36.1%	1'086	54.2%	129	13.5%	216	24.8%				
Etranger		8'945	49.1%	198	2.3%	2160	31.8%	6'289	48.8%	160	2.6%	1842	41.4%	919	45.8%	-7	-0.8%	68	8.0%				
		Structure socio-professionnelle																					
		Demandeurs d'emploi						Chômeurs						Inscriptions									
		Mois en cours			Ecart annuel			Mois en cours			Ecart annuel			Mois en cours			Ecart mensuel			Ecart annuel			
		Nb	Part	Absolu	%	Nb	Part	Absolu	%	Nb	Part	Absolu	%	Nb	Part	Absolu	%	Nb	Part	Absolu	%		
A. Durée du chômage																							
1-6 mois		8'398	46.1%	-165	-1.9%	1653	24.5%	6'639	51.5%	-165	-2.4%	1355	25.6%	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
7-12 mois		5'000	27.5%	267	5.6%	1150	29.9%	3'783	29.3%	306	8.8%	1192	46.0%	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
> année		4'804	26.4%	331	7.4%	1529	46.7%	2'473	19.2%	157	6.8%	1046	73.3%	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total		18'202	100%	493	2.4%	4'332	31.2%	12'895	100%	298	2.4%	3'593	38.6%	2'005	100%	122	6.5%	284	16.5%				

	Demandeurs d'emploi						Chômeurs						Inscriptions																	
	Mois en cours			Ecart annuel			Mois en cours			Ecart mensuel			Ecart annuel			Mois en cours			Ecart mensuel			Ecart annuel								
	Nb	Part	%	Absolu	%	%	Nb	Part	%	Absolu	%	%	Nb	Part	%	Absolu	%	%	Nb	Part	%	Absolu	%	Nb	Part	%	Absolu	%		
B. Niveau de formation	258	1.4%	-15	-5.5%	86	50.0%	175	1.4%	-2	-1.1%	70	66.7%	27	1.3%	-36	-57.1%	7	35.0%	601	30.0%	44	7.9%	239	66.0%	670	33.4%	51	4.9%	-16	-2.3%
Ecole obligatoire inachevée	4'246	23.3%	130	3.2%	1220	40.3%	2'752	21.3%	87	3.3%	964	53.9%	601	30.0%	44	7.9%	239	66.0%	123	2.7%	1213	34.8%	670	33.4%	51	4.9%	-16	-2.3%		
Formation obligatoire	6'469	35.5%	85	2.6%	1348	26.3%	4'698	36.4%	30	0.6%	1159	29.7%	560	27.9%	33	10.5%	82	12.8%	60	40.3%	187	850.0%	147	7.3%	30	25.6%	136	1236.4%		
Degré secondaire	6'930	38.1%	89	1.3%	1408	25.5%	5'061	39.2%	60	40.3%	187	850.0%	147	7.3%	30	25.6%	136	1236.4%	30	0.7%	149	37.1%	15	0.7%	1	7.1%	6	66.7%		
Degré tertiaire	299	1.6%	64	27.2%	270	931.0%	209	1.6%	2	-3.8%	9	22.0%	3	0.1%	-3	-50.0%	3	50.0%	26	7.1%	182	87.5%	54	2.7%	10	22.7%	24	80.0%		
Inconnu	73	0.4%	3	4.3%	10	15.9%	45	0.3%	22	7.2%	172	110.3%	47	2.3%	6	14.6%	24	104.3%	8	0.4%	28	32.6%	14	0.7%	-1	-6.7%	4	40.0%		
C. Activité éco. du dernier employeur	116	0.6%	-4	-3.3%	22	23.4%	84	0.7%	4	5.0%	17	25.4%	8	0.4%	-2	-20.0%	2	33.3%	2	0.2%	-4	-100.0%	-5	-100.0%	3	0.0%	-4	-100.0%	-3	-42.9%
Agriculture, sylviculture et pêche	33	0.2%	0	0.0%	0	0.0%	26	0.2%	-1	-3.7%	2	8.3%	4	0.2%	-1	-20.0%	-3	-42.9%	11	14.9%	23	37.1%	15	0.7%	1	7.1%	6	66.7%		
Aliments, boissons et tabac	59	0.3%	0	0.0%	-11	-15.7%	41	0.3%	2	5.9%	3	6.8%	4	0.2%	-1	-20.0%	-3	-42.9%	2	2.5%	-3	-8.8%	5	0.4%	-2	-3.8%	9	22.0%	3	7.5%
Textiles et habillement, cuir, chaussures	110	0.6%	9	8.9%	32	41.0%	85	0.7%	11	14.9%	23	37.1%	15	0.7%	1	7.1%	6	66.7%	2	2.5%	-3	-8.8%	5	0.4%	-2	-3.8%	9	22.0%	3	7.5%
Bois, papier, imprimerie	471	0.4%	-3	-4.1%	11	18.3%	50	0.4%	-2	-2.7%	254	58.9%	87	4.3%	-19	-17.9%	-8	-8.4%	20	3.5%	142	31.1%	73	3.6%	14	23.7%	4	5.8%		
Industrie chimique, raffinage de pétrole	776	4.2%	22	4.8%	218	84.5%	390	3.0%	-2	-1.4%	6	4.6%	17	0.8%	-9	-34.6%	-9	-34.6%	22	2.8%	238	41.0%	122	6.1%	27	28.4%	27	28.4%	4	5.8%
Métallurgie, produits métalliques	476	2.6%	22	4.8%	218	84.5%	390	3.0%	-2	-1.4%	6	4.6%	17	0.8%	-9	-34.6%	-9	-34.6%	16	1.4%	412	56.6%	180	9.0%	-1	-0.6%	40	28.6%		
Electrotech., électronique, montres, optique	395	2.2%	18	4.8%	198	100.5%	328	2.5%	22	7.2%	172	110.3%	47	2.3%	6	14.6%	24	104.3%	16	1.4%	412	56.6%	180	9.0%	-1	-0.6%	40	28.6%		
dont montres	143	0.8%	1	0.7%	40	38.8%	114	0.9%	8	7.5%	28	32.6%	14	0.7%	-1	-6.7%	4	40.0%	2	0.2%	-4	-100.0%	-5	-100.0%	3	0.0%	-4	-100.0%	-3	-42.9%
Autres industries	50	0.3%	-1	-2.0%	8	19.0%	36	0.3%	2	5.9%	5	16.1%	7	0.3%	4	133.3%	0	0.0%	2	5.9%	17	4.6%	17	0.8%	17	0.8%	-9	-34.6%	-9	-34.6%
Energie, recyclage, distribution d'eau	986	5.4%	-47	-4.5%	298	43.3%	685	5.3%	-19	-2.7%	254	58.9%	87	4.3%	-19	-17.9%	-8	-8.4%	20	3.5%	142	31.1%	73	3.6%	14	23.7%	4	5.8%		
Bâtiment et génie civil	187	1.0%	-3	-1.6%	24	14.7%	136	1.1%	-2	-1.4%	6	4.6%	17	0.8%	-9	-34.6%	-9	-34.6%	20	3.5%	142	31.1%	73	3.6%	14	23.7%	4	5.8%		
Commerce et réparation d'auto	762	4.2%	21	2.8%	141	22.7%	598	4.6%	20	3.5%	142	31.1%	73	3.6%	14	23.7%	4	5.8%	22	2.8%	238	41.0%	122	6.1%	27	28.4%	27	28.4%	4	5.8%
Commerce de gros	1'102	6.1%	38	3.6%	201	22.3%	818	6.3%	22	2.8%	238	41.0%	122	6.1%	27	28.4%	27	28.4%	9	1.8%	194	60.6%	65	3.2%	-8	-11.0%	8	14.0%		
Commerce de détail	697	3.8%	0	0.0%	231	49.6%	514	4.0%	9	1.8%	194	60.6%	65	3.2%	-8	-11.0%	8	14.0%	16	1.4%	412	56.6%	180	9.0%	-1	-0.6%	40	28.6%		
Traffic et transports	1'712	9.4%	59	3.6%	534	45.3%	1'140	8.8%	16	1.4%	412	56.6%	180	9.0%	-1	-0.6%	40	28.6%	16	1.4%	412	56.6%	180	9.0%	-1	-0.6%	40	28.6%		
Hôtellerie et restauration	675	3.7%	8	1.2%	155	29.8%	514	4.0%	19	3.4%	152	42.0%	47	2.3%	2	2.3%	1	2.2%	22	2.8%	238	41.0%	122	6.1%	27	28.4%	27	28.4%	4	5.8%
Information et communication	371	2.0%	6	1.6%	111	42.7%	299	2.3%	18	6.4%	104	53.3%	134	6.7%	16	13.6%	28	26.4%	9	1.8%	194	60.6%	65	3.2%	-8	-11.0%	8	14.0%		
dont informatique	1'454	8.0%	51	3.6%	362	33.2%	1'129	8.8%	22	2.0%	281	33.1%	239	11.9%	16	13.6%	28	26.4%	22	2.0%	281	33.1%	239	11.9%	16	13.6%	28	26.4%		
Activités financières et d'assurance	977	5.4%	43	4.6%	278	39.8%	762	5.9%	23	3.1%	216	39.6%	96	4.8%	16	13.6%	28	26.4%	16	1.4%	412	56.6%	180	9.0%	-1	-0.6%	40	28.6%		
dont banques	54	0.3%	2	3.8%	20	58.8%	44	0.3%	0	0.0%	21	91.3%	5	0.2%	5	21.7%	4	12.5%	22	2.0%	281	33.1%	239	11.9%	16	13.6%	28	26.4%		
assurances	237	1.3%	1	0.4%	31	15.0%	179	1.4%	2	2.1%	41	29.7%	28	1.4%	5	21.7%	4	12.5%	22	2.0%	281	33.1%	239	11.9%	16	13.6%	28	26.4%		
Activités immobilières	1'722	9.5%	58	3.5%	530	44.5%	1'345	10.4%	50	3.9%	489	57.1%	166	8.3%	-5	-2.9%	18	12.2%	26	2.5%	335	46.3%	174	8.7%	21	13.7%	50	40.3%		
Activités spécialisées, scient. et techn.	1'735	9.5%	50	3.0%	450	35.0%	1'059	8.2%	-5	-1.0%	148	43.3%	89	4.4%	10	12.7%	23	34.8%	26	2.5%	335	46.3%	174	8.7%	21	13.7%	50	40.3%		
Activités de services admin. et de soutien	730	4.0%	8	1.1%	219	42.9%	460	3.6%	26	2.5%	335	46.3%	174	8.7%	21	13.7%	50	40.3%	30	4.1%	180	30.8%	113	5.6%	22	24.2%	19	20.2%		
Admin. publique, assurances sociales	1'604	8.8%	48	3.1%	305	23.5%	1'051	8.2%	33	3.2%	238	29.3%	202	10.1%	9	4.7%	6	3.1%	26	2.5%	335	46.3%	174	8.7%	21	13.7%	50	40.3%		
Enseignement	764	4.2%	30	4.1%	180	30.8%	460	3.6%	-8	-3.1%	48	24.2%	34	1.7%	5	17.2%	4	13.3%	30	4.1%	180	30.8%	113	5.6%	22	24.2%	19	20.2%		
Santé et action sociale	511	2.8%	-5	-1.0%	76	17.5%	246	1.9%	-8	-3.1%	48	24.2%	34	1.7%	5	17.2%	4	13.3%	33	3.2%	238	29.3%	202	10.1%	9	4.7%	6	3.1%		
Arts, spectacles et activités récréatives	721	4.0%	14	2.0%	119	19.8%	487	3.8%	-9	-1.8%	89	22.4%	69	3.4%	-7	-25.0%	11	110.0%	22	2.0%	238	29.3%	202	10.1%	9	4.7%	6	3.1%		
Autres activités de services	218	1.2%	14	6.9%	58	36.3%	122	0.9%	10	8.9%	40	48.8%	21	1.0%	-7	-25.0%	11	110.0%	33	3.2%	238	29.3%	202	10.1%	9	4.7%	6	3.1%		
Ménages privés	1'254	6.9%	61	5.1%	84	7.2%	1'049	8.1%	43	4.4%	117	12.6%	269	13.4%	28	11.6%	37	15.9%	26	2.5%	335	46.3%	174	8.7%	21	13.7%	50	40.3%		
Non spécifié, 1er emploi, reprise d'emploi	18'202	100%	433	2.4%	4'332	31.2%	12'895	100%	298	2.4%	3'593	38.6%	2'005	100%	122	6.5%	284	16.5%	122	6.5%	3'593	38.6%	2'005	100%	122	6.5%	284	16.5%		



REPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE
Département de la sécurité, de l'emploi et de la santé
Office cantonal de l'emploi

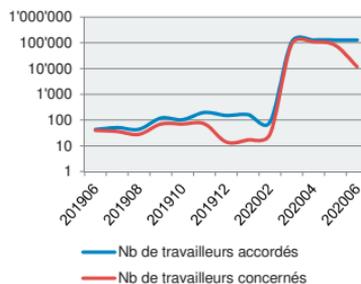
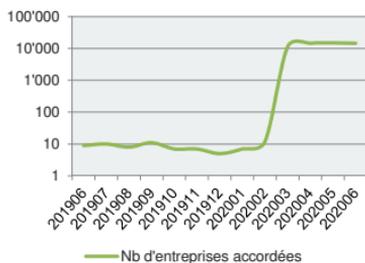


Préavis RHT Deuxième trimestre

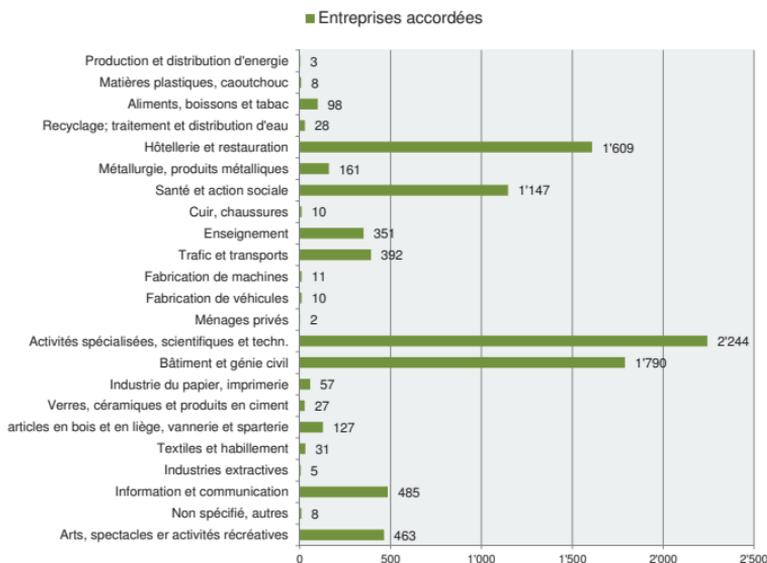
Moyenne mensuelle	2ème trim	1er trim	2ème trim	Ecart trimestriel	Ecart annuel
	2020	2020	2019		
Nb d'entreprises accordées ¹	14'680	3'755	9	10'925	14'671
Nb de travailleurs accordés ¹	128'509	35'781	45	92'728	128'464
Nb de travailleurs concernés ²	66'631	29'610	33	37'021	66'598

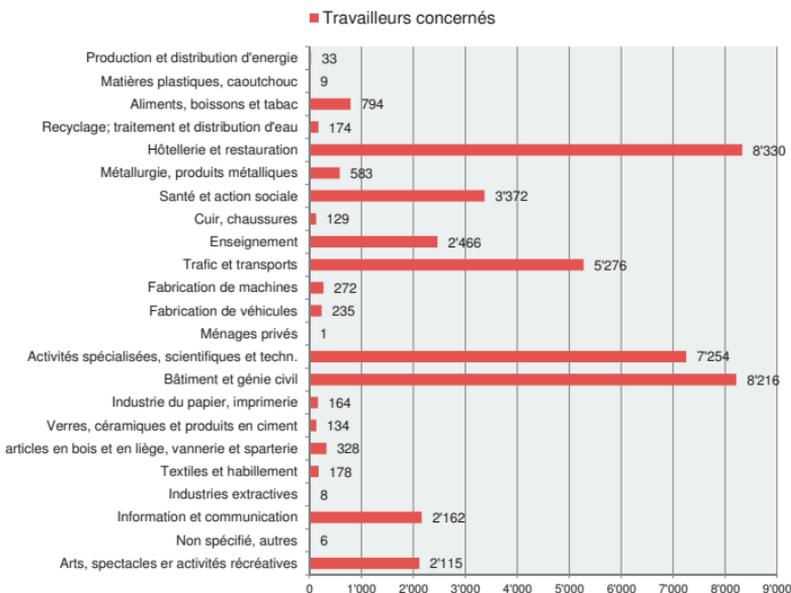
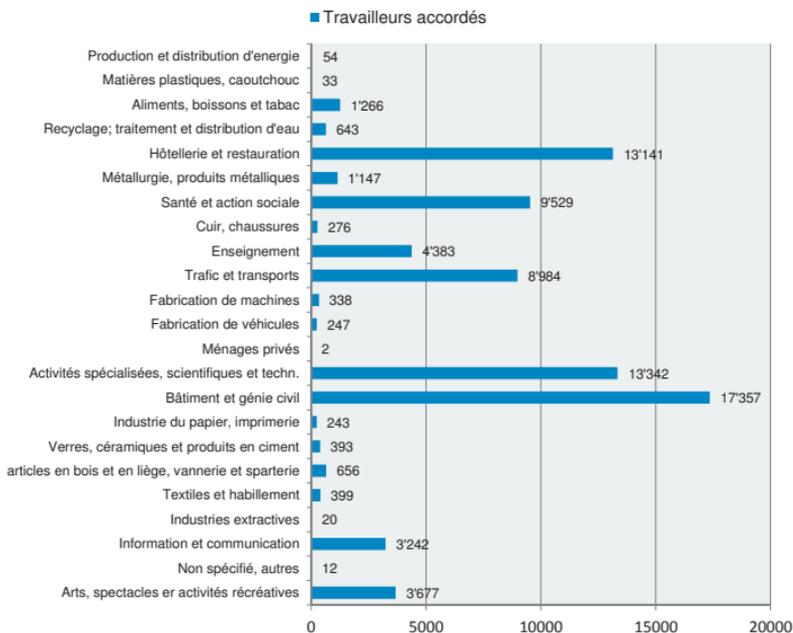
¹ Entreprises et travailleurs pour lesquels l'OCE a autorisé une possible réduction d'horaire de travail

² Travailleurs dont l'horaire de travail a effectivement été réduit et pour lesquels une indemnisation a été demandée



Distribution selon le secteur d'activité







Licenciements collectifs

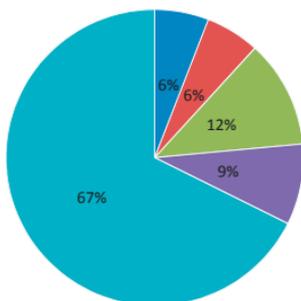
Deuxième trimestre

	Somme trimestrielle		Somme depuis début de l'année	
	2ème trim	1er trim	2020	2019
Nb d'entreprises	35	16	53	41
Nb total de collaborateurs	4'394	4'865	9'572	10'124
Nb de collaborateurs licenciés	523	493	1'142	593
- part de résidents GE	50%	46%	46%	41%
Part de collaborateurs licenciés	11.9%	10.1%	11.9%	5.9%

Distribution selon le secteur d'activité

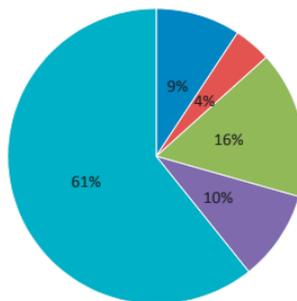
Nb d'entreprises

- Chimie/Pharma/Médica
- Transports/Sécurité
- Banque/Finance
- Nettoyage
- Divers

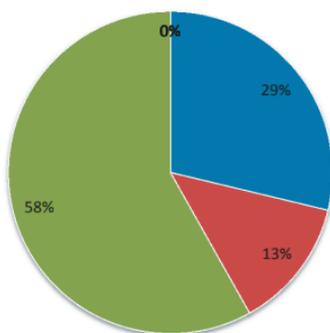


Nombre de travailleurs

- Chimie/Pharma/Médica
- Transports/Sécurité
- Banque/Finance
- Nettoyage
- Divers



Distribution selon le motif de licenciement



- Restructuration
- Perte Mandat
- Economique
- Faillite
- Fermeture de l'activité
- Fermeture définitive
- Coronavirus